



## **Les faits marquants du vendredi après-midi de la session 2003 des Semaines Sociales de France, "L'argent".**

Elle avait déjà pointé le bout de son nez en matinée, au cours de la conférence de Jean Boissonnat. La finance a eu droit à tous les honneurs vendredi après-midi au cours de la conférence de Paul H. Dembinski. Une importance justifiée par le rôle central qu'elle a pris depuis 20 ans dans le système économique et monétaire mondial, et par ses effets sur notre rapport à l'argent.

La finance a tellement grandi qu'on a du mal à la cerner. Comment la définir ? Pour Paul H. Dembinski, qui est directeur de l'observatoire de la finance à Genève, la finance repose sur « deux piliers principaux : les titres doivent être transmissibles, et il faut une méthode pour mesurer la valeur de ces titres, c'est à dire un marché ». Associez un système juridique efficace à ces deux ingrédients, et vous obtenez un système financier moderne.

### **Le tournant des années 70**

Mais quelque chose a changé au royaume de la finance. Jusqu'aux années 70, elle était réservée en somme à un petit monde : ceux qui avaient assez d'épargne pour la mobiliser sur les marchés. Une vérité qui a été complètement battue en brèche depuis trois décennies. « D'abord, grâce à la baisse fantastique des coûts des télécommunication (divisés par 200% au moins pendant cette période), et grâce à l'apparition de circuits spécialisés de transactions financières », explique le directeur de l'Observatoire de la finance. A cela s'ajoute des facteurs politiques, avec la libéralisation des transactions de change dans les années 60.

Toutes les conditions étaient réunies pour un changement d'échelle de la finance, un événement fondateur va le précipiter. Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon « coupe le cordon ombilical qui reliait le dollar à l'or et le laisse flotter, plongeant le monde dans un certain désarroi ». Pour Paul Dembinski, tout change puisque « les monnaies nationales deviennent des actifs financiers comme les autres ».

### **Une ampleur inédite**

Ce changement peut être perçu à travers la taille qu'a pris la finance en quelques années. Les chiffres donnent le vertige : en 1980, la capitalisation financière mondiale faisait 20% du PIB mondial, elle en fait 100% aujourd'hui. Le directeur de l'Observatoire peut multiplier les exemples : la valeur des obligations représente aujourd'hui 30 000 milliards de dollars, soit le produit des richesses mondiales, quand les valeurs notionnelles des produits dérivés (sur quoi porte le contrat) représentent elles le double.

« Au final tout ça ne veut plus dire grand chose », comme le reconnaît Paul Dembinski : on compte au total 500 000 milliards de dollars de transactions financières chaque année, soit 20 le PIB des pays de l'OCDE, et 40 à 50 fois celui des PVD !

### **L'emprise de la finance sur les sociétés contemporaines**

Une telle croissance peut-elle s'expliquer uniquement par des facteurs économiques ou politiques ? Pour Paul Dembinski, il ne fait pas de doute que l'extension de la finance a été facilitée par « l'évolution des mentalités et des valeurs, notamment à l'Ouest ». La finance est devenue depuis les années 50 un « nouveau savoir, avec une production scientifique faisant de l'argent une pure manipulation de symbole ». Surtout cela a accompagné la naissance d'un «

homo financierus », petit fils de l' « homo economicus », et qui voit le monde à travers deux paramètres : « le rendement et surtout le risque, qui est devenu un produit. Ou plutôt la couverture contre ce risque », ajoute le directeur de l'Observatoire de la Finance.

Ces développements créent l'illusion « d'une société sans risque, voire d'une utopie sécuritaire à laquelle on aspire tous », estime Paul Dembinski. C'est la financiarisation des mentalités : au Nord, « nos sociétés ont mis leur espoir dans des actifs financiers dont on attend des dividendes ». Au Sud, les populations se soucient avant tout dans la subsistance immédiate. D'où un facteur potentiel de tension, qu'il faut combattre en remettant la finance à la place « qui devrait être la sienne : la finance doit être au service de l'homme et du bien commun, elle l'a oublié ». Et pour cela l'implication de tous est nécessaire, « par des idées, des exemples et des comportements ».

### **Séance de questions**

La finance n'a pas été épargnée par les critiques au cours de cet exposé. Les questions du public n'ont pas permis de lui trouver un ardent défenseur, Au contraire certains se demandaient si la finance a une utilité sociale. Assurément pour Paul Dembinski, qui rappelle que les marchés « doivent permettre de faire le lien entre ceux qui ont l'argent et ceux qui ont un projet d'investissement ». Mais il est certain pour lui que le marché a un peu trop délaissé cette activité. Au point de poser un défi au politique, comme l'ont demandé d'autres personnes du public ? Pour le directeur de l'Observatoire de la Finance, le changement d'échelle de la finance fait que l'espace politique ne correspond plus « au périmètre économique et surtout financier » : « on se trouve face aux limites de notre système démocratique, pour lesquelles je n'ai pas de réponses ».

Dans les couloirs du palais de la Mutualité, les néophytes en finance digéraient cet exposé « très riche et assez stimulant », selon Nathalie Gravelo, assistante sociale en région parisienne. Si bien que certains regrettent l'absence de glossaire, pour retenir les notions exposées pendant la conférence. Autre son de cloche avec Patrick Ravier, qui travaille e cinn banque d'affaire : « c'était juste un constat, j'aurais aimé qu'on aille plus loin et qu'on propose des alternatives à ce système financier qui va s'écrouler tôt ou tard ».

Après cet exposé, l'après-midi a été consacrée à de longs temps d'échanges avec cinq grands témoins. Parmi eux, Chico Whitaker, membre de la commission brésilienne Justice et Paix et membre du comité d'organisation du Forum social mondial.

### **Focus sur Chico Whitaker**

Le point de vue du Sud sur l'argent ? Pour Chico Whitaker, l'un des Grands Témoins présents vendredi après-midi, on pourrait presque le résumer par une blague. Une histoire qui mettrait face à face un homme venant demander un prêt à un banquier. Celui ci accepte, à condition que l'homme devine lequel de ses deux yeux est un œil de verre. « Facile, répond le demandeur, c'est le gauche, il ne peut pas être à vous, il a quelques étincelles d'humanité. »

La blague a arraché un sourire à toute l'assistance, qui avait pourtant quelques raisons de garder le masque en écoutant l'exposé très noir du membre du comité d'organisation du Forum social mondial (FSM), dont les trois premières éditions se sont tenues à Porto Alegre. « L'argent démolit les économies du Sud en imposant des mesures drastiques contre les salariés pour se préserver de l'inflation », a martelé Chico Whitaker.

Pour comprendre cette situation, il faut selon lui s'imaginer la situation des pays en voie de développement. Ces derniers, pour se développer, sont obligés de passer par des prêts accordés par les pays du Nord, qui posent des conditions. « Les pays du Nord acquièrent de fait un droit d'ingérence dans la politique économique des pays du Sud », explique le membre du FSM. Chico Whitaker rappelle alors que les critères des institutions financières ne sont pas ceux des pays du Sud, que « les perspectives de convulsion sociale dans ces pays importent peu pour les gestionnaires » : le paiement des intérêts de la dette ne peut souffrir d'aucun retard, surtout pas pour investir dans la direction de la pauvreté.

Le constat est abrupt. Il demande, pour qu'on lui trouve une solution, « une mutation globale pour créer une société basée sur autre chose que l'argent ». Des réunions comme le Forum social européen de Paris au même moment, ou le FSM, sont pour lui le lieu idéal pour faire émerger un tel changement, « car c'est une nouvelle façon d'impliquer la société civile pour nous réapproprier la démocratie », plaide-t-il.

Dans le discours de Chico Whitaker, les initiatives de chacun sont nécessaires et mêmes indispensables pour rompre avec le système actuel. Elles seules pourront infléchir les politiques des institutions financières internationales.

Chico Whitaker a demandé à chacun de s'impliquer pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les pays du Sud. Dans la salle, on s'est appliqué à le faire, en se demandant notamment si les micro-crédits, apportés pour des projets de développement, ne seraient pas une solution viable. Une proposition accueillie avec scepticisme par le membre du FSM, pour la raison que les grandes banques du Brésil refusent de le développer convenablement : l'activité n'est pas assez rentable.

Faut-il toujours pour autant incriminer les pays du Nord et les institutions internationales dans les difficultés du Sud ? Un haut fonctionnaire européen, ayant déjà participé à des missions du FMI, rappelle que bien souvent les aides des pays du Nord sont détournées dans ces pays par des dirigeants politiques peu scrupuleux. Et que l'annulation de la dette pourrait avoir des effets contre-productifs.

Renaud Honoré  
Centre de Formation des journalistes.